Nations Unies

S/PV.7888



Conseil de sécurité

Provisoire

Soixante-douzième année

7888e séance

Mercredi 22 février 2017, à 15 heures
New York

Président :	M. Yelchenko	(Ukraine)
Membres :	Bolivie (État plurinational de)	M. Arancibia Fernández
	Chine	M. Shen Bo
	Égypte	M. Aboulatta
	États-Unis d’Amérique	Mme Sison
	Éthiopie	M. Alemu
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	Mme Audouard
	Italie	M. Cardi
	Japon	M. Bessho
	Kazakhstan	M. Umarov
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Ciss
	Suède	M. Skau
	Uruguay	M. Rosselli

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l’application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/144)

17-04651 (F)







La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur « application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité (S/2017/144)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2017/144, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015) et 2332 (2016) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Comme c'est la première fois que je prends la parole devant le Conseil depuis que j'ai appris la très triste nouvelle du décès soudain du Représentant permanent de la Fédération de Russie, l'Ambassadeur Vitaly Churkin, je tiens à exprimer mon profond respect et mes condoléances les plus sincères à sa famille, au peuple et au Gouvernement russes, ainsi qu'à tous ses collègues diplomates.

Il y a trois ans, jour pour jour, le Conseil a adopté la résolution 2139 (2014)à l'unanimité (voir S/PV.7116). Le mois prochain, nous commémorerons un triste anniversaire – six ans de guerre qui ont détruit un pays, son peuple et ses enfants. Les Syriens ont vu leur pays réduit en ruines et leurs proches tués et blessés. La majorité de la population – environ 13,5 millions de personnes – ont un besoin urgent de protection et d'aide humanitaire. Près de 85 % des Syriens vivent dans la pauvreté, et plus des deux tiers de la population vivent dans une pauvreté extrême ou abjecte. Plus de 12,8 millions de personnes en Syrie ont besoin d'une assistance médicale et plus de 7 millions vivent dans l'insécurité alimentaire en raison de la hausse des prix et des pénuries alimentaires. Les ménages dépensent jusqu'à un quart de leur revenu rien que pour se procurer de l'eau. La production totale de blé en 2016 était de 1,3 million de tonnes, soit une réduction de 45 % par rapport à 2015 et de 63 % par rapport aux niveaux antérieurs à la crise. La destruction des infrastructures essentielles, notamment les écoles et les hôpitaux, la dévaluation de la monnaie, les effets des sanctions, la hausse du prix des produits alimentaires et la pénurie d'aliments, d'électricité et d'eau potable ont fait des ravages parmi la majorité des familles et des communautés syriennes, dans tout le pays.

En 2016, le taux de déplacement est resté inchangé, avec une moyenne de plus de 5 000 personnes déplacées par jour entre janvier et décembre, dont certaines plus d'une fois. Plus de la moitié des Syriens ont été forcés de quitter leur foyer depuis 2011; 6,3 millions d'entre eux sont déplacés à l'intérieur de leur propre pays. Plus de 4,9 millions de Syriens se sont faits enregistrer comme réfugiés dans les pays voisins et près de 1,2 million de Syriens ont demandé l'asile en Europe.

Les enfants pris dans cette guerre ont été les plus touchés. Ils ont été tués et mutilés, ont perdu leurs parents dans les violences, ont subi des traumatismes physiques et psychologiques, ont été mariés de force et précocement et accusent des années de retard de scolarisation. Le recrutement d'enfants – très souvent au moyen de l'endoctrinement, de l'enlèvement, de l'arrestation et de la coercition – est répandu dans toutes les régions, et il a été signalé dans 90 % des 217 sous-districts dans lesquels une enquête a été menée en Syrie.

L'absence de perspectives économiques et en matière d'éducation, l'expérience de la violence, du déplacement et d'une grave détresse, la perte de proches et des besoins psychosociaux non satisfaits – comme le sentiment que l'on a un but dans la vie, que l'on contrôle sa vie et qu'on a de l'importance – sont autant de facteurs importants de vulnérabilité. Le travail des enfants, en raison de la destruction des moyens de subsistance et de la séparation des familles – des phénomènes généralisés –, a été signalé dans 82 % des sous-districts qui ont fait l'objet d'une enquête dans tout le pays, y compris sous ses formes les plus dangereuses et les plus pernicieuses, à savoir la mendicité, la contrebande, la récupération des déchets, le recrutement et l'utilisation des enfants dans le conflit et dans des activités illicites.

En outre, avec la guerre entrant dans sa sixième année, 5,82 millions d'enfants et de jeunes, de la maternelle au secondaire, y compris plus de 118 000 enfants de réfugiés palestiniens, ont besoin d'assistance scolaire en Syrie. Quelque 1,75 million d'enfants, soit près d'un tiers des enfants âgés de 5 à 17 ans, ne sont pas scolarisés alors qu'ils devraient l'être, tandis que 1,35 million d'autres

risquent de décrocher. Le système éducatif formel en Syrie a perdu au total 150 000 membres du corps enseignant et 7 400 écoles – soit une école sur trois – ont été endommagées, détruites ou rendues inaccessibles. En raison de la grande pauvreté, les parents et les personnes qui ont charge d'âmes ne considèrent plus l'éducation des enfants comme une priorité, et ces derniers sont donc de plus en plus nombreux à abandonner l'école pour aider à subvenir aux besoins de la famille.

Tandis que nous avançons dans l'année 2017, qui sera, je l'espère, une année de changements positifs pour la Syrie, nous devons continuer de garder à l'esprit l'ampleur des pertes subies et la profondeur de l'abîme duquel doit sortir la Syrie. Je dois dire que même si un accord politique est trouvé demain – ce que, bien entendu, nous souhaitons tous du fond du cœur –, les besoins humanitaires continueront de se faire sentir cruellement durant les mois, sinon les années, à venir. C'est pourquoi je ne saurais trop souligner mon appui à tous les efforts visant à faire taire les armes. Je suis toutefois préoccupé par le nombre important d'attaques contre les civils et l'infrastructure civile qui sont menées apparemment en toute impunité, comme par exemple les bombardements et les frappes aériennes contre Edleb, Deraa et les zones assiégées de la Ghouta orientale, notamment Douma, Harasta, Zamalka, Jawbar et Arbin.

Au début du mois, le Gouvernement syrien et la Fédération de Russie ont annoncé l'ouverture de plusieurs couloirs pour les civils désirant quitter la Ghouta orientale, l'un deux traversant le camp d'Al-Wafedin. Nous suivons de près la situation, mais nous craignons que le climat dans la Ghouta orientale devienne encore plus tendu dans les jours à venir si les opérations militaires venaient à s'intensifier. Nous sommes vivement préoccupés aussi par la situation dans le quartier de Waer, à Homs, visé ces derniers jours par d'intenses frappes aériennes et tirs d'artillerie, qui auraient fait une vingtaine de victimes civiles, dont de nombreux enfants. Les bombardements ont aussi touché l'hôpital d'Al-Bir, le seul établissement médical fonctionnant encore à moitié dans le quartier assiégé de Waer, ainsi que le centre de défense civile et le parc ambulancier, causant la mort d'un secouriste. La vie à Waer, où l'ONU n'a pas pu pénétrer depuis le 26 octobre, devient de plus en plus difficile, avec des dizaines de milliers de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire immédiate suite aux innombrables frappes aériennes de ces dernières semaines.

Au sud, on a enregistré une intensification importante du conflit autour de la ville de Deraa le 12 février. Par mesure de précaution, toutes les écoles et les universités, aussi bien dans les zones tenues par le Gouvernement que dans celles contrôlées par les groupes armés non étatiques, ont été temporairement fermées à cause de l'intensité des combats, des bombardements aériens et des tirs d'artillerie. Le 19 février, Jaysh Khalid Bin Al-Walid, un groupe affilié à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), a lancé une attaque contre les positions de l'Armée syrienne libre sur trois fronts, afin de se ménager une voie de sortie de la vallée de Yarmouk. Depuis le 19 février au matin, le groupe contrôle Tseel, dont la population est estimée à 34 000 habitants, ainsi que Jilin et Masaken Jilin, qui réunissent 9 200 habitants, et Edoin, où on dénombre 4 900 habitants. La plupart des habitants de ces villages vivraient désormais sous couvre-feu, ce qui réduit leur capacité de fuir. Outre des membres de l'Armée syrienne libre, Jaysh Khalid Bin Al-Walid aurait décapité au moins un cadre du conseil local dans les zones nouvellement tombées sous son contrôle. De nombreux personnels d'organisations non gouvernementales qui se trouvaient dans ces villages n'ont pu fuir avant l'arrivée de Jaysh Khalid Bin Al-Walid et sont depuis injoignables. Des attaques ont aussi eu lieu ailleurs dans la province de Deraa, avec des frappes aériennes qui auraient touché six centres médicaux et points de santé le 15 février à Saïda, Yadouda, Naïma, el-Nassib, el-Jiza et el-Gharia el-Charqiyé, endommageant gravement les installations et mettant certaines d'entre elles hors d'usage. L'hôpital de campagne el-Balad, à Deraa, semble aussi avoir été touché par un raid aérien et mis hors service.

En raison de l'intensification des combats dans le Rif-Damas, à Edleb, Deraa et dans d'autres provinces, l'accès humanitaire à certaines de ces régions s'est encore réduit. À Edleb, les querelles internes entre le Front el-Nosra, aussi appelé Jabhat Fatah el-Cham, et des groupes qui ne lui sont pas affiliés ont entravé l'exécution des programmes humanitaires et restreint la circulation des civils. Le 24 janvier, l'acheminement de l'aide des Nations Unies par le poste frontière de Bab Al-Hawa a été suspendu pendant une journée en raison de l'insécurité grandissante, et les acteurs humanitaires ont réduit leurs activités pendant presque toute la dernière semaine de janvier, ce qui a touché deux millions de personnes dans la province d'Edleb, dont 900 000 déplacés. Au sud, le poste frontière d'Ar-Ramtha est fermé depuis le 13 février en raison de l'intensification des attaques sur la ville de Deraa et ses alentours. Les combats dans

le sud ont aussi déplacé plus de 10 000 habitants de la ville de Deraa, dont beaucoup ont rejoint les fermes et les villages situés au sud-est de la ville. Il risque d'y avoir de nouveaux déplacés dans les prochains jours si la violence se poursuit. Les déplacements mettent encore à rude épreuve une population déjà profondément affectée par le conflit. En outre, les mouvements en cours à Edleb et dans les zones rurales situées à l'ouest d'Alep, dus aux évacuations et aux accords locaux, accroissent les besoins humanitaires dans bon nombre de ces localités.

Dans les quatre villes assiégées de Zabadani, Fouaa, Kefraya et Madaya, qui on pu être atteintes pour la dernière fois le 28 novembre, la situation est catastrophique, avec plus de 64 000 civils pris au piège d'un cycle de violence et de privations quotidiennes, où la malnutrition et le manque de soins médicaux appropriés sont persistants. La situation est aggravée par les arrangements de type « donnant-donnant » entre les quatre localités, qui entravent l'accès humanitaire en imposant de très longues négociations motivées davantage par des considérations politiques et opportunistes que par les principes et les obligations humanitaires. Cinq personnes sont mortes à Madaya et à Kefraya ces derniers jours, dont une mère décédée en donnant la vie. Quatre-vingt autres personnes doivent être évacuées d'urgence pour avoir une chance de survivre. Elles et d'autres ont cruellement besoin de soins et ne peuvent attendre plus longtemps. J'espère sincèrement que les membres du Conseil et le groupe mixte nouvellement mis en place parviendront à desserrer l'étau sur ces quatre villes et à contraindre les parties sur le terrain à autoriser rapidement l'accès immédiat de l'aide humanitaire, notamment les évacuations médicales.

Je demeure vivement préoccupé par le fait que les civils continuent de pâtir des opérations militaires menées contre l'EIIL. Ces dernières semaines, par exemple, les frappes aériennes et les combats aux alentours de Raqqa et d'Al-Bab ont provoqué la mort de nombreux civils, entraîné la destruction d'infrastructures civiles et donné lieu à des déplacements. À ce jour, l'ONU a reçu des informations faisant état de 300 civils tués, essentiellement par des raids aériens et des engins explosifs improvisés. Les civils ont aussi été la cible des tirs des combattants de l'EIIL alors qu'ils essayaient de fuir vers des zones contrôlées par des groupes armés non étatiques et, dans certains cas, des groupes armés non étatiques ont tiré sur des civils les prenant pour des éléments de l'EIIL.

Alors que diverses parties accélèrent le pas pour entrer à Raqqa et Al-Bab tandis que l'EIIL se retire, les ponts, les systèmes d'adduction d'eau et autres éléments de l'infrastructure civile sont attaqués et détruits. Le barrage syrien de Tabqa, sur l'Euphrate, est une installation stratégique qui retient près de 14 milliards de mètres cubes d'eau destinée à la consommation et à l'irrigation et produit environ 2,5 milliards de kilowatts d'électricité par an. Une telle installation doit être protégée des effets du conflit en cours dans les régions est et nord, où tout dégât causé au barrage ou mauvais usage de celui-ci pourrait causer d'importantes inondations partout à Raqqa et même aussi loin que Deir el-Zor, si le barrage venait à céder. De graves inondations auraient probablement des conséquences humanitaires catastrophiques dans les zones situées en aval, submergeant de larges parcelles de terres agricoles et affectant des centaines de milliers de personnes qui ont déjà énormément de mal à subvenir à leurs besoins immédiats. En outre, comme les combats avancent vers les zones urbaines, il risque d'y avoir une augmentation importante des pertes civiles. Sachant que les civils pris au piège dans les zones contrôlées par les groupes terroristes inscrits sur la liste sont déjà victimes d'atteintes aux droits de l'homme et de souffrances humanitaires, les efforts pour reprendre le contrôle de ces zones doivent être entrepris en accordant la plus grande attention possible au sort des centaines de milliers de civils prisonniers dans ces localités.

Comme nous le savons tous, l'ONU et ses partenaires d'exécution atteignent chaque mois des millions de Syriens par l'intermédiaire des programmes réguliers et transfrontières. L'absence d'accès sécurisé, sans entrave et durable reste toutefois le principal obstacle pour parvenir à ceux qui sont dans le besoin dans les zones assiégées et difficiles d'accès. Le nombre total de personnes se trouvant dans les zones assiégées et difficiles d'accès auxquelles les acteurs humanitaires ont pu faire parvenir une aide grâce aux convois interinstitutions et aux largages s'est accru, passant de 620 000 en 2015 à plus de 3,3 millions en 2016.

Pourtant, en dépit de cette amélioration notable, les acteurs humanitaires ne sont que trop rarement à même de fournir une assistance vitale et des services de protection de manière opportune, efficace, durable et strictement fondée sur les besoins. Un examen des convois interinstitutions transfrontaliers en 2016 a montré que l'absence d'un accès prévisible a empêché l'exécution des deux tiers des demandes approuvées initialement par le Gouvernement syrien, principalement

en raison de contraintes administratives, opérationnelles et de sécurité. Dans la seconde moitié de 2016, les convois interinstitutions n'ont été autorisés à se déployer que durant les 10 derniers jours ouvrables du mois, et ceux qui ont pu le faire se sont régulièrement fait retirer les articles médicaux. En fait, un très grand nombre d'articles médicaux ont été retirés de 67 des 99 convois interinstitutions qui ont traversé les lignes de front en 2016.

Comme indiqué précédemment, en décembre dernier, un seul convoi a été déployé durant le mois à Khan el-Chih, apportant une assistance à 6 000 personnes, alors que l'ONU avait initialement reçu le feu vert pour acheminer de l'aide à près de 800 000 personnes dans des zones difficiles d'accès ou assiégées. De même, en janvier, un seul convoi a pu être déployé, acheminant de l'aide à 40 000 personnes à Mouaddamiyé el-Cham. Jusqu'à présent, en février, seuls deux convois ont pu être déployés – à Talbissé, le 5 février, avec une aide pour 84 000 personnes et à Rastan, le 12 février, pour 107 500 personnes.

L'insécurité a également contraint l'ONU à annuler deux convois en deux jours à destination de Waar, la semaine dernière. Quelque 50 000 civils à Waar font face à des conditions humanitaires qui ne cessent de se détériorer et n'ont pas reçu d'aide humanitaire depuis 117 jours. Le 19 février, le convoi chargé a été forcé de rebrousser chemin en raison des conditions de sécurité sur le terrain, notamment un incident au cours duquel une personne a été blessée par balle par un tireur isolé. Le 20 février, avant d'atteindre Waar, le convoi chargé n'a pas pu poursuivre sa route en raison de bombardements et de tirs sporadiques. Sur le chemin du retour à l'entrepôt, plusieurs camions remplis de fournitures humanitaires ont été détournés par des civils et des éléments armés non identifiés vers une zone contrôlée par le Gouvernement. Les conducteurs ont été temporairement détenus avec leurs camions et quelques conducteurs auraient été malmenés. Ils ont été libérés depuis, mais sans les fournitures humanitaires. Je suis heureux de dire que tout le monde est sain et sauf.

Je condamne cet incident dans les termes les plus vigoureux et suis choqué par ce mépris flagrant de la protection des travailleurs humanitaires et des biens des organisations humanitaires. L'ONU continuera d'essayer d'acheminer une assistance multisectorielle à 50 000 personnes dans le besoin à Waar, dès que les conditions le permettront. Je demande à toutes les parties d'assurer la sécurité du personnel et des biens humanitaires en toutes circonstances, conformément aux responsabilités qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire.

J'exhorte à nouveau tous les États Membres qui ont de l'influence de faire en sorte qu'un taux d'exécution zéro ou proche de zéro ne se reproduise pas dans les semaines et les mois à venir, que ce soit en raison de contraintes administratives, opérationnelles ou de sécurité. L'ONU et ses partenaires sont prêts à fournir une aide humanitaire dans des conditions difficiles à 300 000 personnes par semaine dans les zones assiégées et difficiles d'accès, en plus de la programmation régulière qui assiste des millions de personnes. Nous devons pouvoir le faire, car la vie d'un grand nombre de personnes dépend d'un acheminement régulier et sans entrave de l'aide humanitaire. Ce qu'il nous faut, ce sont des approbations délivrées en temps opportun et des procédures d'approbation simplifiées.

À cet égard, et en réponse à la demande formulée par le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire au début du mois de janvier, et suite à une mobilisation soutenue au niveau de l'Équipe spéciale sur l'action humanitaire, nous avons reçu des engagements de la part du Gouvernement syrien selon lesquels les procédures pour franchir les lignes de convois seraient simplifiées. Le Croissant-Rouge arabe syrien doit désormais être le principal point de contact pour faciliter les convois avec les entités gouvernementales. Nous attendons maintenant de recevoir par écrit la version finale des modifications proposées pour examen. Nous espérons sincèrement que ces changements permettront de régler certains goulets d'étranglement bureaucratiques qui ont causé les nombreux retards dans le passé.

Qu'il me soit également permis de réaffirmer que l'aide acheminée depuis la Turquie et la Jordanie continue de représenter un élément central de la réponse humanitaire. C'est d'autant plus important que les besoins augmentent depuis que les accords conclus à l'échelon local poussent de plus en plus de personnes vers le nord et vers certains endroits dans le sud de la Syrie, des endroits qui ont déjà du mal à faire face à la population actuelle de personnes déplacées : la province d'Edleb, par exemple, en accueille 900 000 à elle seule. De ce fait, les livraisons transfrontalières d'aide humanitaire acheminée par l'ONU et ses partenaires ont régulièrement augmenté depuis l'adoption de la résolution 2165 (2014) en juillet 2014. La même année, 624 camions ont été inspectés avant de franchir la

frontière syrienne : 172 camions sont entrés en Syrie via Ar-Ramtha (Jordanie), 120 via Bab el-Salam (Turquie) et 332 via Bab el-Haoua (Turquie). Un an plus tard, ce nombre est passé à plus de 4 882 camions et l'année dernière, en 2016, 6 587 camions ont été inspectés, dont 1 278 ont traversé le poste-frontière d'Ar-Ramtha, 495 sont entrés en Syrie via Bab el-Salam et 4 814 via Bab el-Haoua. Je tiens également à souligner expressément que la plus grande partie de notre réponse humanitaire a été mise en œuvre par un large éventail d'organisations non gouvernementales partenaires sur le terrain. Elles doivent être protégées en tout temps et en toutes circonstances.

Pour terminer, je voudrais, si je puis, dire ce qui suit. Les yeux de tous les Syriens et du monde entier sont tournés vers Genève. Comme on l'a dit à maintes reprises, il n'existe pas de solution humanitaire ou militaire à cette crise. Un véritablement engagement politique en faveur de la paix sera nécessaire si nous voulons que 2017 apporte autre chose que la mort et la destruction des six dernières années. Des millions de femmes, d'hommes et d'enfants épuisés et assiégés ont besoin que les parties syriennes et leurs alliés adoptent des mesures concrètes et fassent preuve d'un engagement constructif qui démontre aux Syriens qu'une fin au conflit est peut-être enfin à portée de main, et ce, dès demain dans le cadre des négociations intra-syriennes à Genève.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. O'Brien de son exposé.

Le représentant de l'Uruguay a demandé la parole pour faire une déclaration.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Le protocole, la coutume et les bonnes manières exigent que l'on remercie Stephen O'Brien de son rapport (S/2017/144), malgré le fait que chacun des paragraphes qu'il nous a lus fait davantage l'effet d'un coup de poignard dans le cœur que d'une information soumise à notre intellect. M. O'Brien nous présente très crûment la réalité effrayante à laquelle des millions de personnes – des centaines de milliers de femmes, d'enfants et de personnes malades – ont été confrontées au cours des six dernières années en Syrie. Et nous, dans cette salle, nous prononçons une fois de plus des discours.

Stephen O'Brien a souligné – et chaque fois que nous l'écoutons, il le souligne davantage – le courage, la bravoure et l'abnégation de tous ces travailleurs et volontaires humanitaires anonymes sur le terrain, qui, au péril de leur vie, s'efforcent jour après jour de soulager les souffrances des populations touchées.

Nous approchons du sixième anniversaire du début du conflit syrien. Comme nous l'avons dit il y a un an, nous espérons que ce sera la dernière année de conflit. Nous avons foi dans le ferme engagement du Secrétaire général, M. António Guterres, qui doit bénéficier d'un appui constant de la part des membres du Conseil et de toutes les parties concernées d'une manière ou d'une autre en Syrie.

Après plus de deux mois, nous pouvons dire que la cessation des hostilités conclue dans les derniers jours de 2016 a permis une forte baisse de la violence dans certaines parties du territoire syrien, malgré les nombreuses violations et les combats qui se poursuivent. Elle a donné un répit à des millions de personnes en Syrie, des personnes qui, ces dernières années, n'ont connu que la guerre, les bombardements, la destruction et la mort. Elle a également créé un climat propice à la tenue de la réunion d'Astana en janvier et à la reprise des négociations à Genève entre les représentants du Gouvernement et l'opposition en Syrie, avec la médiation de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura. Nous nourrissons l'espoir que les parties pourront cette fois aller de l'avant pour surmonter leur méfiance mutuelle et faire avancer le processus de transition politique en Syrie, qui, après un an de retard, est plus que jamais nécessaire.

Malgré ce tableau plus positif sur le plan politique, la situation des civils en Syrie demeure alarmante. Il est particulièrement préoccupant que, malgré la cessation des hostilités, l'accès humanitaire semble se détériorer d'un mois à l'autre. C'est une situation inacceptable que l'on ne peut plus tolérer, car des millions de personnes dépendent de ces acheminements d'aide. C'est pourquoi il faut lutter contre les obstacles à l'acheminement régulier de l'aide humanitaire – principalement l'insécurité sur le terrain et l'absence d'autorisations administratives.

De même, l'absence d'entente entre les parties au sujet des accords de cessez-le-feu dans quatre localités – Fouaa, Kafraya, Madaya et Zabadani – laisse présager une nouvelle catastrophe humanitaire imminente, qui risque d'aboutir aux scènes atroces dont nous avions été témoins il y a un an, lorsque des personnes mouraient littéralement de faim. Il est consternant de recevoir de nouveau des informations relatives à des confiscations de trousses médicales des convois, ce qui constitue un crime contre l'humanité, car l'aide devait

être acheminée aux membres les plus vulnérables de la population, tels que les femmes enceintes, les enfants et les malades. Nous notons que les aérolargages à Deir el-Zor, qui avaient été suspendus à la mi-janvier, ont heureusement pu reprendre. Nous nous félicitons également que le cessez-le-feu à Wadi Barada a permis de relancer un approvisionnement partiel en eau potable pour la ville de Damas.

Pour conclure, je voudrais réaffirmer les vues de l'Uruguay sur ce que doivent être les priorités actuelles en vue d'améliorer sensiblement la situation humanitaire de la population civile syrienne : la consolidation de la cessation des hostilités dans la plus grande partie du pays; la protection des civils et des infrastructures civiles par toutes les parties au conflit; la protection des hôpitaux, du personnel médical et sanitaire et des établissements éducatifs, ainsi que du personnel enseignant et des étudiants; la levée d'urgence de tous les sièges, qui n'ont pas de raison d'être en plein XXI[e] siècle; l'accès humanitaire immédiat, soutenu et sans entrave dans l'ensemble du pays, conformément aux plans mensuels présentés par l'Organisation des Nations Unies aux autorités syriennes; et la poursuite de la lutte sans relâche contre le terrorisme sous toutes ses formes, en particulier à Raqqa et à Deir el-Zor, mais en accordant toujours la priorité à la protection des civils; et enfin, des progrès en vue d'une solution politique au conflit, et nous espérons que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, nous en informera dès que possible.

Le Président (*parle en anglais*) : J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 15 h 30.